

## Colloque « Agriculture durable au Québec : perspectives des recherches macroéconomiques et sociopolitiques »

### Résumé de la conférence de clôture

Les personnes ayant participé ont discuté et identifié plusieurs perspectives de recherche sur les aspects structurels socioéconomiques de l'agriculture durable. Ces perspectives ont été regroupées en six thèmes.

- Des **modèles systémiques et interdisciplinaires à grande échelle** sont nécessaires pour mieux estimer les facteurs et les effets de l'agriculture durable. Ces modèles aideront à mieux prendre en compte les interactions entre les effets désirés (p.ex. des pratiques durables qui réduisent les effets négatifs sur la qualité de l'eau) et les effets non désirés (p.ex. importations de produits répondant à des normes environnementales moins sévères). Les changements de pratiques se font dans un contexte d'incertitude : leurs effets à court terme et ceux à long terme peuvent être différents, ce qui doit être pris en compte dans les recherches.
- Des recherches sont nécessaires sur les **signaux économiques** qui encouragent ou freinent l'adoption de pratiques durables à la ferme. Une meilleure connaissance des marges bénéficiaires des fermes pratiquant (ou non) une agriculture écologique permet de mieux comprendre les conséquences que peuvent avoir les variations de prix des produits (céréales, légumes, etc.) et des intrants agricoles (pesticides, engrais, etc.). Le Québec produisant de faibles volumes sur le marché et étant *price taker* pour la plupart des produits agricoles, les interrelations entre compétitivité, ententes commerciales et durabilité doivent être approfondies. Des démarches innovantes comme celle des clauses miroir en Europe méritent d'être analysées, ainsi que l'évolution des exigences environnementales des donneurs d'ordre sur les marchés (grands acheteurs de produits agricoles et alimentaires).
- Les processus d'**acquisition des connaissances** et plusieurs **facteurs sociologiques** influencent les décisions à la ferme. Pour mieux agir sur les freins aux changements de pratiques, il faut les analyser en profondeur : l'aversion au risque (à court et long terme), les biais dans la façon de concevoir l'innovation, l'influence de la communauté (normes sociales), les besoins en accompagnement personnalisé (clé en main) des entreprises agricoles et d'un suivi sur le long terme. Par ailleurs, les enjeux sociologiques et économiques des nouveaux modèles de production (p.ex. biologique, agroécologique) devraient faire l'objet de programmation de recherches.
- Les **systèmes d'innovation** peuvent faciliter la transition du secteur agricole. Leur gouvernance et les modèles de systèmes basés sur l'innovation sociale (p.ex. *living lab*, analyses de groupe d'entreprises) méritent plus d'attention du milieu de la recherche, tout comme le rôle de l'État dans les services-conseils et la recherche agricoles, ainsi que la rémunération des personnes œuvrant dans le conseil agricole.

- Finalement, les **politiques publiques** influencent les comportements des personnes produisant des denrées agricoles tout comme ceux des personnes consommant des aliments. La cohérence des différentes politiques publiques et leurs effets combinés économie / environnement / santé / production agricole gagnerait à être plus analysée. Par exemple, en connaissant mieux les effets des politiques de gestion des risques économiques sur l'adoption de pratiques agroenvironnementales à la ferme, il sera possible d'adapter leur *design* aux objectifs du Plan d'agriculture durable. Les certifications agroenvironnementales, la capacité de surveillance de l'État, les lois professionnelles (p.ex. prescriptions agronomiques), les taxes et redevances sur les intrants agricoles, la gouvernance des partenariats publics privés (p.ex. centres de recherche) sont également des sujets nécessitant plus de recherche.
- Des **outils/indicateurs** sont nécessaires pour suivre les effets des objectifs du Plan d'agriculture durable et des changements de pratiques agricoles en général. Ils doivent permettre de mesurer les effets sur la santé financière des entreprises agricoles et aussi les effets combinés (environnement, social, économique) à court et long terme.